

## Préavis de grève le jeudi 9 mai 2019 En lutte pour le service public !

Depuis de nombreux mois, le gouvernement s'attaque à France Télévisions, ciblée par un plan d'économies d'une ampleur inédite lié au Programme Action Publique 2022 (PAP 2022) et qui vise à réduire de façon aveugle la « dépense publique » dans notre pays.

Dans ce cadre, le plan d'économies de 400 M€ à réaliser par FTV d'ici 2022, c'est plus que ne peut supporter une entreprise confrontée à des besoins d'investissements considérables pour réussir le virage du numérique tout en assumant ses missions sur ses chaînes linéaires, alors qu'elle a déjà subi la suppression de plus de 1000 postes depuis 2012.

Le projet d'accord RCC prévoyant la destruction de 900 postes a été finalement repoussé par l'ensemble des organisations syndicales. La CGT s'en félicite. Elle a mis en débat un projet alternatif à la casse sociale partant des objectifs à atteindre et non des moyens à supprimer, mettant en avant le travail réel (ce que vivent les salarié-e-s) et non le travail prescrit (dont rêvent les technocrates) et proposant d'aborder les différents chantiers de façon pragmatique, projet par projet, et non pas dogmatique.

D'ores et déjà les conséquences du plan d'économies se font durement ressentir. Après l'arrêt de France Ô, de France 4, l'inepte déménagement de l'antenne de Paris Ile de France-Vanves au Siège, c'est le Soir 3 qui est condamné et des émissions emblématiques de nos grilles clairement menacées : *C'est au programme, Thalassa, Motus, Dans quelle étagère...*

En région et dans les Outre-mer, les plans d'économies successifs ont gravement affaibli les antennes et les stations qui sont « à l'os », dans l'incapacité de répondre à l'objectif de multiplication par trois de l'offre de programmes actuelle, d'alimenter les grilles de programmes conçus et fabriqués en interne ou même d'assurer la continuité de nos missions.

Partout dans l'entreprise, la chasse aux ETP bat son plein, dégradant les conditions de travail et provoquant une inquiétante progression de la souffrance au travail.

Pour toutes ces raisons, la CGT de France Télévisions dépose un préavis de grève pour le 9 mai, jour de mobilisation des services publics à l'appel de l'ensemble des confédérations. Elle revendique :

- le retrait du plan gouvernemental PAP 2022 et sa logique d'économies mortifère ;
- l'abandon du projet de plan de suppressions d'emplois à FTV, le comblement des postes ou leur redéploiement afin de réussir le virage numérique ;
- l'arrêt des suppressions d'émissions sur les chaînes du linéaire et de la dégradation de nos grilles de programmes ;
- la reprise des négociations sur l'évolution de FTV sur la base du projet alternatif à la casse sociale adopté par le CSE Central.

Paris, le 3 mai 2019

Pour la CGT,

Marc Chauvelot,  
DSC

Reçu en main propre le 3.05.2019  
à 15h00 avec les réserves  
d'usage